

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Cellule déchets
4 avenue de la gare
BP 132
48005 Mende Cedex

Mende, le 28/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ENVIRONNEMENT MASSIF CENTRAL

20 RUE DE LA DRAINE
48000 Mende

Références : 2026-05-190
Code AIOT : 0006602540

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2026 dans l'établissement ENVIRONNEMENT MASSIF CENTRAL implanté ZAE du causse d'Auge 20-22 rue de la Draine 48000 Mende. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENVIRONNEMENT MASSIF CENTRAL
- ZAE du causse d'Auge 20-22 rue de la Draine 48000 Mende
- Code AIOT : 0006602540
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation de tri, transit et traitement de déchets non dangereux exploitée par l'entreprise Environnement Massif Central exerce plusieurs activités de tri et traitement de produits plastiques, de transit de VHU, de déchets verts et de production de combustible solide de récupération.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Ouvrage hydraulique
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 2.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	9 mois
6	Organisation des stockages	Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 6.1.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois
8	Valeurs limites des rejets et périodicité	Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 3.3 & 3.4.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
10	Description des déchets entrants	Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 7.3.2.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Stockage de ferailles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11-III	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
12	Registre national des terres excavées et sédiments	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43-1-II	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositifs de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
3	Conception des installations	Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 6.1.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
4	Conception des installations	Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 6.1.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
5	Organisation des stockages	Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 6.1.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
7	Conception des installations	Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 6.1.6	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
9	Dispositions spécifiques sécheresse	Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 3.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est remis en conformité, suite à l'inspection du 22 avril 2025, sur les articles suivants:

- 10.1 de l'arrêté du 20/07/2023 en actualisant, et en transmettant au SDIS48, le plan

d'opération interne (POI) avec le bâtiment B7 et les vannes d'obturation des bassins de rétention;

- 6.1.1 de l'arrêté du 20/07/2023 en justifiant des dispositions constructives de l'extension et notamment du bâtiment B7 ;
- 6.1.2 de l'arrêté du 20/07/2023 en attestant que le dispositif de désenfumage a une surface égale au moins à 2% de la surface au sol du bâtiment B7 et en mettant en œuvre l'action corrective levant la réserve de l'attestation de bon fonctionnement d'octobre 2024 ;
- 6.1.3 de l'arrêté du 20/07/2023 en rehaussant la hauteur du mur coupe feu et en déplaçant les déchets, précédemment stockés dans la zone des stocks sortants, vers les zones de stockages dédiées ;
- 6.1.6 de l'arrêté du 20/07/2023 en assurant le bon fonctionnement des vannes d'obturation et la disponibilité des bassins de rétention afin de récupérer les eaux issues d'un incendie;

Il est également constaté que l'exploitant assure l'entretien du système de collecte et de traitement des effluents.

Par ailleurs, il est constaté les non-conformités suivantes qui ne feront pas l'objet d'une mise en demeure :

- la fréquence des analyses des rejets d'eaux pluviales n'est pas respectée, et les analyses examinées par l'inspection présentent des dépassements des valeurs limites d'émission;
- la fréquence semestrielle des analyses des rejets atmosphériques issus des machines à extrudeuse (conduit n°2) n'a pas été respectée
- le registre des déchets entrants ne fait pas apparaître l'adresse de l'apporteur d'un VHU.

Néanmoins, il est proposé une mise en demeure pour les non-conformités suivantes qui ont déjà fait l'objet d'une demande d'action corrective de la part de l'inspection :

- l'état de l'aire de stockage des ferrailles ne permet pas de garantir son étanchéité;
- l'exploitant ne présente pas les données constitutives du registre de suivi des déchets pour les terres excavées et sédiments;
- le marquage au sol délimitant l'emprise des îlots n'est pas réalisé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositifs de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 21/05/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 21/07/2025
Prescription contrôlée :

« L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.

« Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.

« Il comprend au minimum :

« - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;

« - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;

« - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;

« - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;

« - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;

« - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;

« - des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;

« - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;

« - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 13 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;

« - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;

« - le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir.»

Constats :

Le jour de l'inspection, il est présenté le plan d'opération interne (POI) du 26 septembre 2025, transmis au SDIS le 10 janvier 2026. Le plan est en cours de révision.

Le 10 avril 2026, l'exploitant a transmis le POI actualisé au SDIS et à l'inspection, ce dernier inclut notamment les nouvelles installations de sur-tri du bâtiment B7, ainsi que les nouvelles procédures de fermeture des vannes des bassins de rétention, objets de la non-conformité constatée lors de la visite précédente.

L'exploitant s'est remis en conformité au regard de l'article 10-1 de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet atmosphérique extrudeuse
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/04/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 06/11/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance des émissions atmosphériques. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation. En fonction des caractéristiques de l'installation ou de la sensibilité de l'environnement, d'autres polluants peuvent être visés ou des seuils inférieurs peuvent être définis. L'exploitant assure une surveillance du rejet au conduit n°2 dans les conditions suivantes :</p> <p>Paramètres à suivre : Débit ; poussières ; COV</p> <p>Fréquence : semestrielle</p> <p>Enregistrement : oui</p> <p>Fréquence de transmission : annuelle</p>
<p>Constats :</p> <p>Il est présenté le rapport de surveillance des rejets atmosphériques de l'extrudeuse réalisé pour le second semestre, daté du 14 octobre 2025. Les résultats sont conformes aux valeurs limites. L'exploitant n'a pas réalisé les analyses des rejets atmosphériques au premier semestre 2025. Ce constat constitue une non-conformité à l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2023.</p> <p>L'exploitant a transmis le 10 avril 2026 un devis d'intervention de la société DEKRA Industrial SAS relatif à la surveillance des rejets atmosphériques semestrielle pour les semestre 2 de 2025 et le semestre 1 de 2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit réaliser une analyse des rejets atmosphériques issus des machines à extrudeuse (conduit n°2) <u>tous</u> les semestres.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 9 mois

N° 3 : Conception des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 6.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives et comportement au feu
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/04/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 06/11/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Bâtiment de process de sur-tri :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les revêtements de sols doivent être en matériaux de catégorie M4 -dans les locaux et les dégagements, les revêtements muraux doivent être en matériaux de catégorie M2 matériaux de classe - les revêtements de plafonds et les éléments constitutifs des plafonds suspendus dans les dégagements et dans les locaux doivent être en matériaux de catégorie M1. A2s1d0 toitures et couvertures de toiture sont de classe BROOF (t3) : couverture bac acier - murs et planchers : bardage métallique simple peau R15 avec mur béton sur un mètre de hauteur - parois séparatives : 2 zones d'activités (préparation/délitage des balles et tri/mise en balles) séparées par un mur coupe-feu REI 120 dépassant en façade et en toiture. Les zones de stockages de plastiques de l'extension sont délimitées par des murs de type légo béton sur une hauteur de 4m <p>Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées</p>
<p>Constats :</p> <p>Il est présenté le dossier des ouvrages exécutés (DOE), les dispositions constructives sont conformes, voire supérieures, à la prescription contrôlée. Notamment les dispositions sont telles que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les sols sont en béton, classé M0 (incombustible), résistance au feu supérieure aux matériaux de catégorie M4 ; - le revêtement de plafonds - dans ce cas, couverture - est en bac acier VULCASTEEL ROOF et classé A2-s1,d0 ; - les panneaux sandwich initialement prévus en BROOF T3 (classement spécifique pour toitures avec isolant combustible) ont été remplacés par des panneaux en laine de roche, classés M0 (incombustible) et A2-s1,d0. <p>Il est également constaté la présence des murs de type légo béton sur une hauteur de 4 mètres, au sein des zones de stockages de plastiques de l'extension, et le bardage métallique simple peau R15 avec mur béton sur un mètre de hauteur.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Conception des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 6.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/04/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 05/06/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les bâtiments sont équipés d'un système de désenfumage d'au moins 2 % de la surface au sol du bâtiment.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le plan de masse du désenfumage du bâtiment B7 et le dossier technique datant du 15 octobre 2024 réalisé par la société Bluetek attestant que le dispositif de désenfumage a une surface égale au moins à 2% de la surface au sol du bâtiment (environ 2,5 %).</p> <p>Par ailleurs, il a été constaté lors de l'inspection précédente que l'attestation de bon fonctionnement d'octobre 2024 présente une réserve sur un des vérins et il devait être remplacé.</p> <p>Le 10 avril 2026, l'exploitant a transmis l'attestation de bon fonctionnement, datant du 4 septembre 2025, suite à la mise en œuvre de l'action corrective permettant de lever la réserve de l'attestation de bon fonctionnement d'octobre 2024 précité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Organisation des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 6.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/04/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 05/06/2025
Prescription contrôlée :

<p>Zone d'extension sur-tri des emballages plastiques :</p> <p>Nature des produits stockés : stock sortant de balles de plastique d'emballages C1-C2 / Quantité max : 5590 m³</p> <p>Nature des produits stockés : stock sortant en balles des plastiques durs B1 et stock tampon de plastique d'emballages en balles B2 / Quantité max : 3412 m³</p> <p>Mesures d'ilôtage pour les stocks ci-dessous : distance de 10 m des zones d'activité process et des autres stockages - les cellules sont délimitées par 3 murs de type légo béton de 4 m de hauteur et distant de 14 m du bâtiment sur-tri des emballages plastiques hauteur max : 3,3 m C1 : 40m x 21 m C2 : 30,5 m x 28m B1 et B2 : 23,5x22 m</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 22 avril 2025, l'inspection a constaté la présence de déchets stockés dans la zone des stocks sortant du bâtiment B7 ainsi qu'un dépassement de la hauteur des murs coupe feu de type légo béton de la première cellule de stockage par le stock de balles de plastique d'emballage.</p> <p>Il est constaté que l'exploitant s'est remis en conformité notamment en rehaussant la hauteur du mur coupe feu et en déplaçant les déchets dans les zones de stockages dédiées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Organisation des stockages

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 6.1.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/04/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 04/12/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le positionnement, la nature des déchets pour chaque îlot ainsi que les distances d'éloignement (entre les îlots, entre les îlots et les bâtiments, entre les îlots et les limites de l'établissement), tels que décrits dans l'étude de dangers et repris dans le tableau ci-avant, doivent être respectés en permanence.</p> <p>A cet effet, une procédure de contrôle du respect de ces exigences est rédigée, un marquage au sol délimitant l'emprise des îlots est réalisé et un plan de contrôle est mise œuvre par l'exploitant. Ce plan de contrôle doit être à minima hebdomadaire. Il fait l'objet d'un suivi et d'un enregistrement établi selon les règles de l'assurance qualité et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas réalisé le marquage au sol délimitant l'emprise des îlots. L'exploitant déclare que le marquage au sol n'est pas adapté au site et prévoit un nouveau dispositif de repérage permettant de délimiter l'emprise des îlots.</p> <p>Dans l'attente de ce nouveau dispositif, l'exploitant prévoit la mise en place d'un dispositif temporaire.</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité à l'article 6.1.3 de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2023.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous un délai de 3 mois, l'exploitant doit mettre en place un dispositif de marquage sur l'ensemble des îlots de stockage.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Conception des installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 6.1.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de rétention et de confinement</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/04/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 07/08/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La rétention des eaux d'incendie est assurée par obturation des bassins de rétention et du réseau pluvial interne à l'établissement. L'exploitant dispose des rétentions étanches suivantes : • le BR1 associé aux bâtiments B1, B2, B6 et zone VHU d'un volume utile de 700 m³ • le BR2 associé au bâtiment B5 et à la plateforme sud d'un volume utile de 1000 m³ • le BR3 associé aux bâtiments B3,B4 et à la plateforme Est d'un volume utile de 720 m³ • le BR4 associé aux bâtiments B3bis, B4 et à la plateforme Ouest d'un volume utile de 1050 m³ • le BR5 associé à l'extension d'un volume utile de 1050 m³ • le BRDEEE associé au bâtiment DEEE d'un volume utile de 165 m³</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 22 avril 2025, l'inspection a constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les vannes permettant d'obturer les bassins de rétention n'étaient pas toutes en bon fonctionnement notamment sur le BR5. L'inspection constate que l'exploitant s'est remis en conformité en testant le mécanisme de fermeture de la vanne d'obturation. - le bassin BR3 contenait un volume important d'eau et l'exploitant ne pouvait pas justifier que le

<p>volume restant pouvait permettre de contenir les eaux issues d'un incendie. L'exploitant a réalisé un marquage pour mesurer la disponibilité des bassins de rétention.</p> <p>Le bassin de traitement des eaux issues de la zone VHU a été nettoyé. L'exploitant présente le justificatif délivré par la société CHIMIREC.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Valeurs limites des rejets et périodicité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 3.3 & 3.4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3.3: Valeurs limites des rejets Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration ci-dessous (avant rejet au milieu considéré). Pour tous les bassins : Température maximale : 30°C. pH: 5,5 et 8,5°C.</p> <p>Point de rejet référencé n°1 (bassin BR1 de 700 m3) : débit de fuite : 35 l/s Point de rejet référencé n°2 (bassin BR2 de 1000 m3) : débit de fuite : 255 l/s Point de rejet référencé n°3 (bassin BR3 de 720 m3) : débit de fuite : 90 l/s Point de rejet référencé n°4 (bassin BR4 de 1000 m3) : débit de fuite : 100 l/s Point de rejet référencé n°5 (bassin BR5 de 1050 m3) : débit de fuite : 160 l/s Point de rejet référencé n°5 (bassin DEEE de 164 m3) : débit de fuite : 17 l/s</p> <p>Article 3.4.2: Contrôles des rejets: [...] La périodicité est mensuelle pour l'ensemble des paramètres. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le 10 avril 2026, l'exploitant a transmis les rapports d'analyses des différents bassins de rétention. Il est vérifié les rapports d'analyse du mois de mars sur le bassin de rétention BR1 (référence n° 260311 008867 03 daté du 27/03/2026) et le bassin de rétention BR6 (réf. n° 260311 008867 01 daté 27/03/2026)</p> <p>Ces rapports sont non-conformes sur les paramètres suivants : Demande chimique en Oxygène (DCO), Matières en suspension (MES), Fer et Aluminium, montrent une conformité des autres paramètres. Il est demandé à l'exploitant de justifier de ces non-conformités et de transmettre les rapports d'analyse des 3 prochains mois afin de vérifier le retour à la conformité ou non des paramètres précités.</p> <p>L'exploitant déclare que chaque bassin est dimensionné d'après l'étude hydraulique de juillet 2022 (réf. CEREg - 2022-CI-000488) et sont donc conçus pour respecter les débits de fuite</p>

prescrits.

Par ailleurs, l'exploitant ne respecte pas la fréquence mensuelle de surveillance de prélèvement. L'exploitant a transmis des justifications sur ces manquements, ainsi que la procédure interne "Analyse des eaux des bassins de rétention" (réf. PR-QSE-001 v1 du 09/04/2026).

Ce constat constitue une non-conformité à l'article 3.4.2 de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2023 suscité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réaliser des analyses mensuellement conformément à son arrêté préfectoral du 20/07/2023.

Sous un délai de 3 mois, l'exploitant doit transmettre à l'inspection les rapports d'analyses successives sur les mois d'avril, mai et juin de l'année 2026 afin de confirmer le respect des valeurs limites d'émission (VLE), ainsi que les raisons du non respect des VLE sur le mois de mars.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Dispositions spécifiques sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 3.6

Thème(s) : Risques accidentels, Risque de pollution en période de sécheresse

Prescription contrôlée :

Préalablement à la période d'étiage, l'exploitant s'assure de l'entretien du système de collecte et de traitement des effluents, notamment par l'entretien du séparateur hydrocarbures et par le curage des bassins de rétention.

Constats :

L'exploitant assure l'entretien du système de collecte et de traitement des effluents par l'entretien du séparateur à hydrocarbures par hydrocureur, et le curage des bassins de rétention selon leur procédure de nettoyage et de contrôle des bassins de rétention (réf. PR-PROD-005 V1 du 25/05/2023).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Description des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2023, article 7.3.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Centre de tri

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 22/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 07/08/2025

Prescription contrôlée :

Les principaux déchets reçus sur le site ou générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Catégorie de déchets	Provenance	T o n n a g e s entrants t/an	T o n n a g e s sortants t/an	Exutoire / filière aval
[...]				
Cartons	Lozère et départements limitrophes	3 000	3 000	Cartonneries
Papiers	Lozère et départements limitrophes	2 200	2 200	Papeteries
Plastiques agricoles	France	1 000	1 000	Eco-organisme
Plastiques associés au B5	Europe	25 000	12 500	C l i e n t s (plastiques triés)

Constats :

Lors de l'inspection du 22 avril 2025, il avait été constaté que le registre des déchets entrants ne fait pas apparaître l'adresse de l'apporteur d'un VHU, notamment celui du 16 avril 2025.

Il est présenté le registre de police où est rapporté l'adresse de l'apporteur du VHU. Cependant, cette information n'est pas reportée sur le registre des déchets entrants et aucun lien ne permet

de faire la connexion entre les 2 registres.
Il est demandé à l'exploitant de justifier la provenance des VHU.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous un délai de 1 mois, l'exploitant doit justifier de la traçabilité des VHU réceptionnés, notamment en démontrant que le registre de police et des déchets entrants permettent de faire le suivi des déchets sans rupture de la traçabilité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Stockage de ferrailles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11-III
Thème(s) : Risques chroniques, Sol des aires et des locaux d'entreposage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/04/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 01/07/2026
Prescription contrôlée : Le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.
Constats : Le sol des aires de stockage des ferrailles est dans un état qui remet en question son étanchéité. Le constat réalisé par l'inspection lors de la visite du 22 avril 2025 est donc inchangé. L'exploitant prévoit de bétonner l'ensemble de l'aire de stockage dans les 6 prochains mois. Ce constat constitue une non-conformité à l'article 11-III de l'arrêté ministériel du 06 juin 2018.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous un délai de 6 mois, l'exploitant remet en état les zones endommagées du sol des aires de stockage de ferrailles, en respectant l'échéancier suivant:

<ul style="list-style-type: none"> - sous un délai de 2 mois, transmettre les devis pour la réalisation des travaux; - sous un délai de 3 mois, transmettre un échéancier de la réalisation des travaux; - sous un délai de 6 mois, transmettre un justificatif de la fin des travaux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 12 : Registre national des terres excavées et sédiments

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43-1-II
Thème(s) : Autre, Traçabilité
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/04/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 07/08/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données. Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne transmet pas les données constitutives du registre de suivi des déchets pour les terres excavées et sédiments traités dans l'installation de stockage de déchet inerte.</p> <p>Ce constat constitue une non-conformité à l'article R.541-43-1-II du Code de l'environnement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous un délai de 3 mois, l'exploitant transmet les données constitutives du registre de suivi des</p>

déchets pour les terres excavées et sédiments traités dans l'installation de stockage de déchets inertes. Les données relatives aux terres excavées et sédiments traités depuis 2022 dans l'ISDI doivent être versées au registre national.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois